



■ L'évacuation du jardin du Sacré-Cœur a eu lieu ce jeudi matin, vers 8 heures. Photo Alain LEYLAVERGNE



■ Les Albanais y étaient installés depuis le 10 février. Photo Alain LEYLAVERGNE

LYON 3E SOCIAL

Expulsés du Sacré-Cœur, les réfugiés albanais occupent la mairie

Ce jeudi matin, les réfugiés albanais installés dans le jardin du Sacré-Cœur, à Lyon 3^e, ont été expulsés. Ils ont alors décidé d'investir la mairie d'arrondissement pour exprimer leur mécontentement.

Vers 8 heures, ce jeudi, les forces de l'ordre ont bloqué les entrées du square du Sacré-Cœur, pour procéder à l'expulsion de ses occupants. Une centaine de réfugiés albanais s'y étaient installés le 10 février, après leur expulsion d'un autre squat dans le parc Jeanne-Jugan (Lyon 3^e). À la suite de l'audience du jeudi 2 mars au tribunal administratif, ils étaient dans l'obligation de quitter les lieux sous 72 heures. C'est finalement trois semaines plus tard qu'est intervenue l'évacuation du jardin du Sacré-Cœur. « Aucune solution de logement n'a été offerte à ces familles. Elles sont de nouveau à la rue », s'agace Jean-Philippe, du Mrap (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples). Michel Catheland, secrétaire du Comité d'intérêt local Paul-Bert, témoigne : « Nous avions demandé dans une pétition, le relogement de ces familles, afin de rendre le square aux habitants du quartier. Ce n'est pas la faute de ces gens. Il n'y a toujours pas de solution pour eux. C'est décourageant ! »

Une trentaine de policiers mobilisés

Ce jeudi vers midi, une soixantaine d'Albanais a fait irruption dans la mairie du 3^e arrondissement, afin de réclamer un logement. Le maire, Thierry Philip, était absent. C'est Jean-Yves Girier, directeur général des services, qui a géré cette situation inédite. Il est parvenu à diriger les réfugiés dans la salle des expositions, laquelle bénéficie d'une en-



■ Les Albanais ont ensuite investi la mairie du 3^e arrondissement de Lyon pour exprimer leur mécontentement. Photo Christian SALISSON

trée indépendante sur la rue Duguesclin. Martine Elbahar, adjointe à la Tranquillité publique et à la Sécurité, a tenté d'expliquer aux manifestants qu'ils allaient être appelés par l'Office de l'immigration et de l'intégration (Ofii) pour être provisoirement installés dans des locaux, au fur et à mesure des disponibilités. L'élu a essayé d'établir le dialogue avec plusieurs Albanais, non sans difficultés, malgré la présence d'une traductrice bénévole, dans une ambiance extrêmement tendue. Les polices nationale et municipale sont intervenues pour apaiser les échanges. Une trentaine d'agents s'est répartie à la fois rue François-Garcin et rue Duguesclin. Dans le même temps, les deux voies étaient barrées à la circulation, afin de procéder à l'évacuation de la mairie. Une représentante de la préfecture

est venue informer les réfugiés que des places en centre d'accueil allaient être données prioritairement aux familles avec enfants, aux femmes enceintes et aux personnes les plus vulnérables. Plus tard dans l'après-midi, un commandant de police tentait de rassurer les présents, en promettant que tout le monde aurait une place, « au moins pour ce soir ». Après l'évacuation complète de la mairie du 3^e, en fin d'après-midi, cette information n'a pu être vérifiée.

Selon la préfecture, l'évacuation s'est déroulée « sans utilisation de la force ». Pendant ce temps-là, le jardin du Sacré-Cœur était nettoyé par les agents de la Ville. L'errance de certains réfugiés risque de se poursuivre dans les prochains jours.

Alain Leylavergne, Christian Salisson et Alice Hubert

RÉACTION

« On se doit de leur dire une certaine vérité »

Service communication de la préfecture

« Dans le Rhône, les Albanais sont les plus nombreux à demander l'asile. Or, l'Albanie est un pays sûr. Nous avons mis à l'abri les familles avec des enfants de moins de 3 ans et les femmes enceintes. Concernant les demandeurs d'asile, le dispositif est saturé. Nous leur avons donc proposé un hébergement dans les départements limitrophes. Certains ont refusé, préférant rester à Lyon. Nous avons également proposé à toutes les personnes expulsées le dispositif d'aide au retour (Dpar). On se doit de leur dire une certaine vérité. La France n'est pas un Eldorado. »

EN CHIFFRES

■ 117

Personnes recensées lors de l'évacuation. Le 22 février, ils étaient 66.

■ 11

Personnes « vulnérables » ont été « mises à l'abri ».

■ 56

Personnes en demande d'asile ont eu une proposition de logement dans le cadre du dispositif d'accueil dédié. Huit sont déjà logées en centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada).

■ 43

Personnes reçues prochainement par le « guichet unique » pour étudier leur demande d'asile.

■ 18

Personnes sont en situation irrégulière.

NOTE Ces chiffres ont été communiqués ce jeudi matin par la préfecture.